

**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC/Réception des soumissions -  
TPSGC**

**11 Laurier St./11, rue Laurier**

**Place du Portage, Phase III**

**Core 0A1/Noyau 0A1**

**Gatineau**

**Quebec**

**K1A 0S5**

**Bid Fax: (819) 997-9776**

**Revision to a Request for Supply  
Arrangement - Révision à une demande  
pour un arrangement en matière  
d'approvisionnement**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

There is a security requirement with this document

**Vendor/Firm Name and Address**

**Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Professional Services Online & Temporary Help  
Services Division/Division des services  
professionnels en ligne et d'aide temporaire

11 Laurier St./11, rue Laurier

10C1, Place du Portage III

Gatineau

Quebec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> PROSERVICES	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> E60ZT-120001/D	<b>Date</b> 2013-07-05
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> E60ZT-120001	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 008
<b>File No. - N° de dossier</b> 009zt.E60ZT-120001	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZT-009-25977	
<b>Date of Original Request for Supply Arrangement</b> 2013-04-18 <b>Date de demande pour un arrangement en matière d'app. originale</b>	
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-07-15</b>	<b>Time Zone Fuseau horaire</b> Eastern Daylight Saving Time EDT
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Gilmour, Peggy	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 009zt
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (819) 956-7642 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 956-9235
<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	
<b>Security - Sécurité</b> This revision does change the security requirements of the solicitation. Cette révision change les besoins en matière de sécurité de l'invitation.	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Acknowledgement copy required</b> <b>Accusé de réception requis</b>	<b>Yes - Oui</b> <input type="checkbox"/>	<b>No - Non</b> <input type="checkbox"/>
<b>The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer.</b> <b>Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.</b>		
<b>Signature</b>	<b>Date</b>	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
<b>For the Minister - Pour le Ministre</b>		

## Modification 8

### Raison de la modification

1. Répondre à des questions supplémentaires des soumissionnaires
  - Questions Q256 à Q267 relatives à l'appel d'offres
  - Questions Q268 à Q273 relatives à la CCD
2. Modifier la Pièce Jointe B – Évaluation technique de l'Arrangement en matière d'approvisionnements

#### RAPPEL:

1. Il est rappelé aux soumissionnaires ProServices qu'ils peuvent finaliser leur soumission ProServices et le soumettre à CCD avant la date de clôture de l'appel d'offres ProServices. Dans le cas où les soumissionnaires ProServices auraient besoins de modifier leurs soumissions ProServices, la CCD va leur permettre de modifier leurs soumissions ProServices et de soumissionner à nouveau. La soumission qui a été resoumis à nouveau dans le CCD remplacera toutes les autres soumissions présentées avant la date de clôture des soumissions et le temps, qui reste inchangée pour le 15 juillet 2013 à 14:00 HAE comme indiqué en page 1 du présent modification.
2. Les soumissionnaires doivent signer la pièce jointe E qui a été modifiée à la Modification 8. Si vous choisissez de signer la première page, vous devez inclure toute l'information de la Pièce jointe E.

### Questions et réponses

- Q256 L'une des exigences pour répondre à ProServices est que l'entreprise doit avoir une attestation de Vérification d'organisation désignée (VOD). En tant que propriétaire et seul employé, j'ai une attestation de sécurité du personnel au niveau secret. Est-ce que cela est suffisant, ou est que mon entreprise doit avoir une VOD, également au niveau Secret?
- R256 Un fournisseur doit avoir au minimum une attestation de Vérification d'organisation désignée (VOD) au niveau fiabilité. Vous pouvez soumettre une demande par l'entremise de la Composante de collecte de données (CCD) ou envoyer un courriel à [SSPC.CPSS@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:SSPC.CPSS@tpsgc-pwgsc.gc.ca) pour demander un parrainage.
- Q257 Nous aimerions nous qualifier en tant que nouveau soumissionnaire comme coentreprise formée avec un partenaire établi aux États-Unis. Notre partenaire est une grande société internationale établie aux États-Unis qui détient la cote Secret du gouvernement américain. Nous sommes une société locale appartenant à des intérêts canadiens détenant également la cote Secret. Notre coentreprise mènera ses activités à partir de notre bureau établi dans la région de la capitale nationale.

Nous avons examiné la *Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité des Services professionnels centralisés* publiée en ligne et voulons confirmer que, compte tenu des ententes bilatérales et internationales de sécurité industrielle signées par le Canada et les États-Unis, les deux parties de la coentreprise proposée sont reconnues comme détentrices d'une cote

attestation de sécurité du niveau Secret.

Veuillez fournir les équivalences relatives aux cotes de sécurité pour le Canada et les États-Unis, y compris en ce qui concerne la sécurité des documents.

- R257 Il est important de prendre note du message ci-dessous concernant les problèmes existants relatifs à l'obtention des attestations de sécurité des États-Unis (É.-U.) au niveau CONFIDENTIEL pour les fournisseurs américains au Canada.

Il faut comprendre que, conformément au protocole d'entente (PE) du Canada avec les États-Unis, notre seule option pour assurer la protection/le traitement des renseignements protégés A et protégés B, de même que des exigences relatives à la fiabilité pour l'accès restreint comme il est défini dans la liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS) établie avant l'attribution d'un contrat, est de demander aux autorités américaines d'amorcer le processus d'Attestation de sécurité d'installations (ASI) au niveau CONFIDENTIEL des É.-U. (niveau minimum d'ASI fourni par les autorités américaines).

Compte tenu de ce qui précède, il faut que les fournisseurs comprennent bien que, même si le fournisseur américain est réticent/fait preuve de résistance/montre de l'incertitude à participer au processus d'attestation de sécurité au niveau CONFIDENTIEL des É.-U. parce que ce processus est coûteux et difficile sur le plan financier, les exigences identifiées dans la LVERS devront quand même être mises en œuvre et respectées par le fournisseur choisi.

Il est donc très important que le client ministériel et le fournisseur éventuel désirant participer à une coentreprise comprennent bien les limites des équivalences des É.-U. ainsi que les exigences imposées au fournisseur américain. De plus, le processus d'autorisation de sécurité d'une entreprise américaine jusqu'au niveau CONFIDENTIEL peut prendre jusqu'à 180 jours.

Quand/si les autorités américaines font face à de la résistance de la part du fournisseur américain dans le cadre du processus d'ASI, elles communiqueront immédiatement avec nous, à la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), pour justifier la demande d'engagement du processus d'ASI et pourraient annuler immédiatement le processus. Dans ce cas, la DSII communiquera avec le ministère client pour lui demander pourquoi le fournisseur canadien qui a décidé d'établir une coentreprise avec un fournisseur américain a choisi une entreprise américaine qui refuse de participer au processus d'autorisation de sécurité des É.-U. Nous n'avons pas d'équivalence pour le Canada et les É.-U. autre que ce à quoi il est fait référence ci-dessus.

- Q258 Lorsque ProServices sera en place, est-ce que les appels d'offres viseront la méthode d'approvisionnement des SPICT ou des SPTS, ou seulement ProServices? Est-ce que les SPICT et les SPTS seront retirés de la méthode d'approvisionnement?
- R258 ProServices sera seulement pour les besoins dont la valeur est inférieure au seuil de l'ALENA (78 500 \$). Les autres méthodes d'approvisionnement (SPICT et SPTS) seront toujours en place pour les besoins plus importants, ainsi que les offres à commandes.
- Q259 Même référence citée deux fois : Afin d'atténuer le risque que la première référence citée soit en congé pendant la première vague de courriels de justification, serait-il acceptable pour l'État que le soumissionnaire cite la même référence deux fois pour faire en sorte qu'un deuxième courriel lui soit envoyé pendant la seconde vague du processus de justification?
- R259 Si nous recevons un avis de non livraison du courriel, nous n'enverrons pas un second courriel à cette adresse. Si nous recevons une réponse d'absence du bureau, nous enverrons un second

courriel à cette adresse (si une 2<sup>e</sup> adresse n'a pas été fournie). Si nous ne recevons aucune réponse, nous enverrons un nouveau courriel à cette adresse lors de la 2<sup>e</sup> vague.

- Q260 Est-ce que la référence citée recevra un seul courriel pour l'ensemble du projet et des catégories pour lesquels son nom est fourni? Ou est-ce qu'elle recevra une série de courriels individuels? Dans ce cas, est-ce qu'ils seront répartis par projet ou catégorie?
- R260 L'objectif est d'envoyer un seul courriel qui visera plusieurs catégories. Veuillez consulter la modification no 5, question no 167.
- Q261 Je suis encore confus concernant un point mentionné plusieurs fois. Nous sommes titulaires pour les SPICT et les SPTS et je comprends que nous avons des droits acquis pour ces catégories. Dans la plus récente mise à jour des SPTS, nous avons ajouté et justifié les catégories de l'expert-conseil en facilitation et de l'expert-conseil en communications ainsi que quatre catégories dans le volet Biens immobiliers. Dans ProServices, est-ce que les catégories de l'expert-conseil en facilitation et de l'expert-conseil en communications sont considérées comme « actuellement justifiées » ou « nouvellement justifiées » étant donné que l'information a été fournie avec les descriptions de projet dans les SPTS? Pour le volet des services de gestion des projets immobiliers, est-ce que c'est « actuellement offert » et les catégories sont « actuellement justifiées », ou est-ce que c'est « nouvellement offert » et nous devons justifier les catégories dans la CCD étant donné ce matériel de justification a aussi été fourni dans les SPTS?
- R261 La réponse suivante a été fournie dans la modification 5, à la réponse 1A :  
« Une proposition soumise pour les récents nouveaux appels d'offres (aussi appelés « mises à jour ») pour les SPICT ou les SPTS – centrés sur les tâches seulement, peut inclure des catégories supplémentaires qui ne figurent pas encore dans le SSPC). Les soumissionnaires qui soumissionnent pour ProServices doivent fournir ces renseignements dans ProServices, sous « Droits acquis ». Vos nouvelles catégories soumises dans le cadre des nouveaux appels d'offres pour les SPICT/SPTS deviendraient « actuellement justifiées » dans ProServices. Dans le cadre des évaluations concernant ProServices, la vérification de tous les renseignements (certification et catégories) pour les « droits acquis » sera réalisée en fonction de l'examen en cours des renseignements dans le SSPC.
- Q262 J'essaie d'obtenir la DAMA pour ProServices afin de remplir et soumettre l'Appendice E. Pourriez-vous m'envoyer un lien direct à cette DAMA ou me l'envoyer par courriel?
- R262 Vous devez aller sur le site Achats et ventes / Appels d'offres, pour télécharger la DAMA. Voici le lien :
- <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres>
- Il faut cliquer sur l'icône « Actifs », effectuer ensuite une recherche dans le coin supérieur gauche en utilisant le mot clé ProServices ou le numéro E60ZT-120001/D, et aller dans l'appel d'offres. On trouve la pièce jointe E dans la DAMA; vous pouvez aussi l'imprimer à partir de la CCD dans le SSPC.
- Q263 Pourriez-vous me dire si notre entreprise peut conserver ses droits acquis pour nos catégories des SPTS dans ProServices?
- R263 Si vous êtes un fournisseur préqualifié dans le cadre des SPICT et/ou des SPTS (axés sur les tâches), vous pouvez utiliser vos droits acquis dans ProServices. Vous devez entrer les renseignements demandés dans la CCD pour les volets et les catégories et cocher l'attestation des droits acquis, ainsi que tout autre renseignements requis dans l'appel d'offres.

Q264 Vous avez confirmé la réception de ma demande d'inscription à votre nouveau système ProServices : Système des services professionnels centralisés (SSPC). Pourriez-vous me dire si je dois fournir des renseignements supplémentaires pour respecter les exigences du système et faire en sorte que mes services soient maintenant offerts aux clients éventuels?

R264 Pour se qualifier à ProServices, les fournisseurs doivent s'inscrire dans le SSPC. La DAMA est publiée sur <https://achatsetventes.gc.ca/donnees-sur-l-approvisionnement/appels-d-offres> . Il faut cliquer sur l'icône « Actifs », effectuer ensuite une recherche dans le coin supérieur gauche en utilisant le mot clé ProServices ou le numéro E60ZT-120001/D, et aller dans l'appel d'offres. Une fois qu'un fournisseur est enregistré dans le SSPC, il doit compléter la partie technique de la Composante de collecte de données du SSPC – Module du fournisseur (attestations. Volets, catégories, etc) (tel que décrit dans la Partie II ci dessous). Les fournisseurs doivent aussi envoyer les documents suivants en format papier à l'unité de réception des soumissions de TPSGC :

Section I : À l'Unité de réception des soumissions de TPSGC, une (1) copie papier des documents suivants avant la date et l'heure et à l'endroit indiqués sur la page un de la demande de soumission. :

- la première page signée par le soumissionnaire (pièce jointe E)
- une preuve que l'entreprise existe depuis un an, en incluant par exemple un certificat de propriété, un enregistrement d'entreprise ou une déclaration de revenus. (l'année d'existence sera calculée à partir de la date de clôture des soumissions)
- le code de déontologie:
  - ♦ si constitué en société, la liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement administrateurs du fournisseur;
  - ♦ dans le cas d'une entreprise individuelle, le nom du propriétaire
- une attestation d'entreprise autochtone (s'il y a lieu).

Section II : Déposer la partie électronique de sa soumission par l'entremise de la "Réponse du fournisseur" de la composante de collecte des données du SSPC. Celle-ci devrait inclure la partie Attestations.

Q265 Mon partenaire et moi sommes actuellement inscrits dans les SP en ligne et nous avons l'intention de soumettre les renseignements requis pour l'appel d'offres pour ProServices. Nous avons une question : nous ne sommes pas incorporés, mais nous fonctionnons en tant que partenariat en vertu des règlements de l'Agence du revenu du Canada depuis 1998. Nous ne sommes donc pas une entité incorporée ni des propriétaires uniques comme tel. Il n'est fait nulle part mention des partenariats pour ce qui est de la façon de s'inscrire. Dans les SP en ligne, il fallait inscrire le nom d'une personne-ressource sur la page principale et le partenaire était indiqué en tant qu'expert-conseil. Est-ce que le processus est semblable pour ProServices? Est-ce que nous devons nous considérer comme un propriétaire unique, avec un membre principal et un expert-conseil, ou est-ce que nous devons nous inscrire séparément en tant que propriétaire unique? Nous aimerions recevoir des précisions à ce sujet.

R265 Un partenariat est une entité juridique; vous pourriez donc vous inscrire dans la CCD en tant que partenariat et fournir vos documents.

Q266 J'ai mes déclarations de revenus devant moi, préparées par mon comptable. De quoi avez-vous besoin? Est-il correct d'envoyer des copies des états financiers : T12125? Ils énumèrent toutes les recettes et dépenses de mon entreprise depuis 2008.

- R266 Nous n'avons besoin que d'une preuve que votre entreprise existe depuis un an. Donc, tout renseignement témoignant de l'année d'activité sera jugé satisfaisant.
- Q267 J'ai une question concernant l'instrument existant pour les Services d'apprentissage. Je croyais que cet instrument serait incorporé dans l'instrument pour ProServices puisqu'il prend fin en novembre 2013. Je me demande si vous prévoyez que les volets actuels des Services d'apprentissage seront intégrés dans l'instrument pour ProServices dans le cadre d'une mise à jour à venir?
- R267 Aucune échéance n'a été fixée pour l'ajout des catégories des Services d'apprentissage dans ProServices. À titre de rappel, l'arrangement en matière d'approvisionnement pour ProServices est pour les besoins sous le seuil de l'ALENA (actuellement de 78 500 \$), ce qui signifie que si les catégories des Services d'apprentissage sont intégrées dans ProServices, l'OC/AMA pour les Services d'apprentissage demeurerait en place. Pour plus d'information sur les Services d'apprentissage, veuillez les contacter au [ServicesApprentissageOCAMA-LearningServicesSOSA@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:ServicesApprentissageOCAMA-LearningServicesSOSA@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

### Questions et réponses au sujet de la CCD

- Q268 Je viens tout juste de commencer à télécharger les renseignements sur notre entreprise dans le module du fournisseur du SSPC. Nous avons environ cinq membres qui soumettent pour notre entreprise. Lorsque j'entre les renseignements à la section « Critère obligatoire », le système ne me demande pas le nom de la ressource et me permet seulement de soumettre un projet pour chaque volet. Je croyais que je devrais fournir des renseignements pour chaque ressource dans chaque volet applicable, et que chaque ressource serait ainsi justifiée.
- R268 Nous qualifions des fournisseurs et non des ressources à l'étape de l'appel d'offres. Les renseignements sur les ressources seront fournis à la prochaine étape, lorsque les ministères clients envoient une DP. Vous devez seulement soumettre un projet par catégorie pour justification, conformément à la CCD, et les renseignements requis, comme suit :  
 Dans la page « Catégorie – Justification », vous devez justifier votre catégorie comme suit :
- Sous la rubrique « Catégories – Résumé », dans le champ « Numéro ou titre du résumé de projet », indiquez le titre du projet qui se rapproche le plus des services précisés pour cette catégorie.
  - Sous la rubrique « Catégories - Références », le soumissionnaire doit indiquer le nom du client/de la société, le nom de la personne-ressource; le titre du poste et le numéro de téléphone.  
 Une adresse de courriel pour chaque catégorie doit être fournie, et il est recommandé de fournir une deuxième adresse pour ce même client. Ces adresses de courriel seront utilisées pour vérifier les références conformément au point 4 ci-dessous.
  - Dans le champ « Numéro de référence du contrat/projet », le soumissionnaire doit indiquer le numéro du contrat ou de la commande subséquente correspondant au titre du projet qu'il a indiqué dans le champ « Numéro ou titre du résumé de projet ».
- Q269 À partir de mon compte du SSPC, je ne peux sélectionner les « catégories d'experts-conseils récemment non validées » dans le menu déroulant. Pourriez-vous nous aider à régler ce problème? J'aimerais terminer cet appel d'offres le plus tôt possible tout en pouvant ajouter des « catégories non justifiées » tel que permis dans cette DAMA. Merci. (Jusqu'à 50 % des catégories justifiées peuvent être soumises comme non justifiées.) Je comprends que les catégories d'experts-conseils récemment non validées pour les titulaires existants des SPTS sont maintenant entrées comme étant actuellement justifiées (au moyen des droits acquis).

- R269 Comme expliqué précédemment, si vous êtes actuellement un fournisseur préqualifié pour les SPICT et/ou les SPTS, vous pouvez aller dans la CCD sous ProServices et cliquer sur l'attestation des droits acquis. Vous pouvez aussi vérifier les volets et catégories que vous avez pour les SPICT et /ou les SPTS, et indiquer qu'elles sont « justifiées » (même celles qui sont actuellement non justifiées dans les SPICT et/ou les SPTS). Vous ne pouvez ajouter de « catégories non justifiées » nulle part dans ProServices. Pour les catégories de ProServices, dans les menus déroulants, vous pouvez seulement choisir « actuellement justifiées » (en tant que fournisseur des SPICT/SPTS), « nouvellement justifiées » ou « non offertes ».
- Q270 J'ai 2 projets et une seule référence pour chacun d'eux. Comme dois-je enregistrer ces deux projets pour justifier une catégorie dans le SSPC ?
- À l'heure actuelle, j'ai fourni la seule référence pour appuyer une catégorie dans un projet.
- J'aimerais ajouter une deuxième référence, mais celle-ci est associée à un autre projet pour lequel la même catégorie a été fournie. Comment puis-je enregistrer cela correctement dans le SSPC?
- R270 Pour ProServices, nous exigeons seulement un projet par catégorie à justifier, en incluant tous les renseignements requis dans l'appel d'offres à la Pièce jointe B, Évaluation technique, avec une référence (adresse de courriel) pour justification; la fourniture d'une seconde référence (adresse de courriel) est optionnelle, mais recommandée par TPSGC.
- Une référence substitut est indiquée dans la CCD en fournissant seulement une deuxième adresse de courriel dans le champ « Courriel 2 » (du même client). Le seul renseignement requis pour la seconde référence est la deuxième adresse de courriel inscrite sur la page de justification de la CCD. La seconde référence est en réalité une référence substitue utilisée pour le même client. La seconde référence doit être pour le même projet qui est justifié. Pour plus d'information sur la justification, voir la réponse 268 ci-dessus.
- Q271 La plus récente modification incluait un énoncé du soumissionnaire révisé et l'ajout du numéro d'appel d'offres au code conduite. Est-ce que l'énoncé du soumissionnaire et le code de conduite originaux seront acceptés, en particulier pour les propositions qui ont déjà été soumises?
- R271 Oui, les documents originaux seront acceptés.
- Q272 Est-ce qu'un fournisseur qui offre des services au niveau principal doit indiquer oui pour le niveau principal seulement, ou peut-il indiquer oui pour chaque niveau (subalterne, intermédiaire et principal) pour couvrir toutes les occasions offertes? De même, est-ce que cela s'appliquerait pour les services intermédiaires, afin de couvrir aussi le niveau subalterne?
- R272 Le système indique automatiquement les 3 niveaux par défaut. Si vous désirez fournir des services pour les 3 niveaux, il ne faut rien changer. Cependant, lorsque les DP sont reçues des ministères clients, vos taux pour chaque niveau devraient tenir compte des niveaux, c'est-à-dire que vous ne pouvez demander un taux de niveau principal pour un niveau subalterne. Si vous ne désirez pas fournir des services pour tous les niveaux, vous devez aller dans la CCD et retirer les niveaux pour lesquels vous ne voulez pas fournir de services.
- Q273 Pouvons-nous utiliser l'expérience de nouveaux associés/sous-traitants (en autant que le travail à été effectué dans les cinq dernières années)? Ces associés ne faisaient pas partie de notre entreprise lorsqu'ils ont obtenu l'expérience en question.
- R273 Vous ne pouvez pas utiliser cette expérience à moins que l'expérience à été obtenue dans le cadre d'un projet qui a été facturé au soumissionnaire.

**Question et réponse provenant de la modification 3 (question égarée)**

- Q66.** Un soumissionnaire peut-il soumettre une soumission plus d'une fois par l'entremise de la composante de collecte de données?
- R66.** La composante de collecte de données permet aux soumissionnaires de soumettre de nouveau la version électronique de la soumission, remplaçant ainsi la version électronique précédente, et ce, jusqu'à la date et l'heure de clôture de l'invitation à soumissionner.

**2. Modifié la Pièce jointe B – Évaluation technique de l'Arrangement en matière d'approvisionnements**

Sous le critère obligatoire O.3, au paragraphe 4 (a), remplacer avec les liens suivant:

4. Pour chaque catégorie, de l'information justificative sera obtenue par l'entremise d'un courriel contenant les renseignements suivants, et envoyée conformément aux procédures décrites à l'article 5 ci-dessous.

«Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a reçu une soumission de (*Insérer la dénomination sociale du soumissionnaire*) pour la prestation de services professionnels \_\_\_\_\_ au gouvernement fédéral. Dans le cadre du processus d'évaluation de TPSGC, vos nom et coordonnées ont été fournis par le soumissionnaire à titre de référence de projet afin que nous puissions nous assurer que le soumissionnaire a fourni des services professionnels en informatique qui:

- (a) correspondent étroitement aux catégories énumérées dans le tableau ci-dessous.

(Pour une description des catégories des SPICT ou SPTS , veuillez consulter le site TI (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/spc-cps/ncev-ncas-fra.html>) ou Non-TI (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sptb-tbps/categories-fra.html>)

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES.**